

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LILLE**

N° 225 100

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. MO

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Clémence Piou
Magistrate désignée

Le tribunal administratif de Lille

Mme Elise Grard
Rapporteuse publique

La magistrate désignée

Audience du 24 juin 2025
Décision du 1^{er} juillet 2025

C



Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés les 27 juin et 20 juillet Anouar
M représenté par Me Régley, demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision référencée 48 SI du 3 par laquelle le ministre de l'intérieur a constaté l'invalidité de son permis de conduire pour défaut de points et lui a enjoint de restituer celui-ci dans un délai de dix jours ;

2°) d'annuler les décisions par lesquelles le ministre de l'intérieur a retiré des points affectés à son permis de conduire à la suite des infractions des 31 juillet 2020, 28 avril 2021 et 16 juillet 2021 ;

3°) d'enjoindre au ministre de l'intérieur de lui restituer les points illégalement retirés sur le capital de points affecté à son permis de conduire dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement à intervenir ;

4°) de mettre à la charge de l'État la somme de au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- l'information préalable obligatoire prévue aux articles L. 223-3 et R. 223-3 du code de la route ne lui a pas été délivrée à l'occasion des infractions des 31 juillet 2020, 28 avril 2021 et 16 juillet 2021 ;

- la réalité des infractions constatées les 28 avril 2021 et 16 juillet 2021 n'est pas établie.

Sur les frais liés au litige :

8. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'État une somme de 1 200 euros au titre des frais exposés par M. Mous et non compris dans les dépens.

DECIDE :



Article 1^{er} : Il n'y a plus lieu de statuer sur les conclusions à fin d'annulation de la décision référencée 48 SI et des décisions de retrait de points consécutives aux infractions des 28 avril et 16 juillet 2021.

Article 2 : La décision par laquelle le ministre de l'intérieur a retiré quatre points affectés au permis de conduire de M. Mou à la suite de l'infraction du 31 juillet 2020 est annulée.

Article 3 : Il est enjoint au ministre de l'intérieur de restituer à M. Mou dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement, les quatre points illégalement retirés à la suite de l'infraction du 31 juillet 2020, dans la limite du capital de points affecté à son permis de conduire et sous réserve des éventuelles infractions commises depuis lors.

Article 4 : L'État versera à M. Mou la somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. / au ministre de l'intérieur.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 1^{er} juillet 2025.

La magistrate désignée,

Signé

C. Piou

La greffière,

Signé

S. Sing

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
La greffière,